



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CONCOURS GÉNÉRAL DES LYCÉES

—

SESSION 2026

—

Histoire

RAPPORT DE JURY

La France des barricades (1789-1871)

Cette année le sujet proposé ne concernait que la première partie du programme de la classe de Première en raison de la pertinence des bornes chronologiques 1789-1871.

La barricade est le symbole des insurrections populaires. Le mot vient du vieux français où il signifie « petite barrique », c'est-à-dire un tonneau, du nom de l'objet qui sert à en élever. Matériellement, il s'agit d'un retranchement improvisé, constitué d'un amoncellement de divers objets et matériaux, élevé généralement par des insurgés en travers d'une rue ou d'une route et destiné à former un obstacle. Il ne s'agit pas d'une structure de défense. Le Dictionnaire note que « par extension, au pluriel, il désigne les émeutes populaires durant lesquelles des barricades sont élevées ».

Les historiens décrivent « les journées des Barricades de 1588 » à Paris du temps de la Ligue comme les premières de ce type, puis celles de 1648 sous la Fronde comme les plus violentes. Elles réapparaissent au XIX^e siècle, en lien avec la politisation du peuple, et probablement sur suggestion d'une pièce de théâtre de 1827 du journaliste libéral, devenu en 1830 le premier inspecteur général des monuments historiques, Ludovic Vitet, *Les Barricades*, pièce injouable, supposant une centaine de personnes sur scène, mais les moments clés furent largement repris par les journaux républicains, saint-simoniens ou simplement libéraux. Et ce fut une pratique presque exclusivement parisienne. À noter que lors des révolutions de 1848 la contagion des barricades s'est étendue aux capitales européennes, notamment à Berlin et à Prague. Les barricades empêchent alors les circulations et bouchent totalement l'accès à certains quartiers. Elles sont souvent les enjeux de violents affrontements entre les insurgés et les forces de l'ordre. Au fil des insurrections, les barricades deviennent un symbole révolutionnaire, renvoyant à un idéal de fraternité et d'union. Elles symbolisent l'appropriation de la rue et de l'espace public par des catégories sociales qui sont ou se sentent exclues du pouvoir politique. Elles deviennent entre 1789 et 1871 un des éléments majeurs de ce que le sociologue américain Charles Tilly avait appelé le « répertoire de l'action collective » (*La France conteste de 1600 à nos jours*, 1986).

Le sujet ne se limite ni aux événements politiques vus sous l'angle chronologique ni à l'histoire des idées, il embrasse également les aspects matériels, géographiques, humains et sociaux. Le livre dirigé par Alain Corbin et Jean-Marie Mayeur *La Barricade* aux Éditions de la Sorbonne, en 1997, disponible en *open source*, aborde tous ces points. Le livre de Mark Traugott (*The Insurgent Barricade*, 2010) est aussi une référence.

Enfin, si Paris demeure incontournable pour le sujet, le jury a apprécié les exemples et réflexions menés sur l'ensemble de l'espace français.

Le jury a valorisé les compositions où des connaissances générales solides étaient rassemblées pour servir une démonstration sur ce sujet relativement pointu où les aspects factuels et matériels (Qu'est-ce qu'une barricade ? Quels en sont les défenseurs ? Où sont-elles construites ? À quoi servent-elles ?) se conjuguent aux aspects politiques (Comment les barricades accompagnent-elles les mouvements révolutionnaires ? Quelles revendications politiques et sociales expriment-elles ? Quelle est la place de la contestation dans l'évolution du pays ?) et aux aspects culturels (Quels auteurs les ont-ils mises en scène ? Quels artistes les ont-ils peintes ? Quelle mémoire en a-t-on conservée ?). Le choix d'une problématique adaptée devait se fonder sur une réflexion à partir du vocabulaire et mettre clairement en évidence les acteurs. Aussi les tentatives, même maladroites ou erronées, pour définir le terme de barricades ont été saluées par le jury. Toutefois, il convient d'alerter les futurs candidats sur l'importance cruciale de ce moment de leur analyse. Bon nombre de compositions ont tenté de prêter des sens secondaires, métaphoriques ou purement abstraits à la barricade. Si cela a pu être judicieusement mené dans les meilleures copies, cette dérive conceptuelle a trop souvent conduit à galvauder le terme et à déployer une réflexion dont le cadre spatial et logique se révélait singulièrement flou.

Plus grave encore, ce manque de rigueur a conduit dans les pires cas à de profonds contresens, allant jusqu'à renverser le rôle des acteurs historiques. Le jury a ainsi pu lire, avec étonnement, que les Parisiens se retrouvaient « barricadés » par l'armée prussienne durant le siège de la capitale ou par les troupes versaillaises lors de la Semaine sanglante. La barricade est un acte

d'insurrection, un outil d'appropriation populaire de l'espace public face à l'autorité, et non un synonyme de claustration, d'enfermement subi ou de blocus militaire. Définir l'objet, c'est d'abord identifier précisément qui construit, pourquoi l'on construit, et contre qui l'on se dresse.

Les connaissances chronologiques devaient également s'intégrer à la réflexion. Tout type de plan pouvait convenir à condition de l'adapter. Les plans thématiques ne devaient pas ignorer les dates et les événements. Les plans chronologiques ne devaient pas être purement descriptifs ni conférer une importance excessive à la période 1789-1830 qui n'est pas centrale pour traiter ce sujet. C'est en effet la période 1831-1871 qui représente un véritable apogée de la barricade, d'autant que le combat change progressivement d'échelle, passant du local au national en lien avec la politisation croissante des masses populaires.

Il va sans dire que les copies se devaient d'être exemptes de toute faute d'orthographe. Le jury invite les futurs candidats à redoubler d'efforts en ce sens dans la mesure où même de très bonnes copies bien rédigées en comportaient quelques-unes. Le jury félicite les candidats qui produisent un texte agréable à lire : graphie simple et claire, sans ratures, vocabulaire précis et adapté, expressions soignées et littéraires, envolées lyriques de bon aloi... En ces temps où l'on est amené à déplorer les styles télégraphiques qui rapprochent toute trace écrite d'un sms, les copies d'une longueur raisonnable, d'une douzaine de pages, sont à saluer. On préconisera d'employer un stylo à encre foncée ou bleue à plume large. Tout ajout d'une autre couleur est prohibé car il peut être considéré comme un signe distinctif.

La plupart des candidats maîtrisent l'exercice de la dissertation. Mais on rappelle quand même que l'introduction ne doit pas être excessivement longue et qu'elle ne doit pas commencer à traiter le sujet. La problématique doit se limiter à une ou deux questions. Et l'annonce de plan doit être claire et explicite. L'équilibre du plan est une nécessité. Un plan déséquilibré traduit souvent un défaut de construction et/ou un problème de gestion du temps. De la même façon, la conclusion ne doit pas être négligée. Il est trop tard pour ajouter des arguments qui auraient été oubliés dans le développement mais il faut répondre à la problématique et ne pas oublier l'ouverture. Si celle-ci permet éventuellement d'interroger la postérité du symbole sur le temps long, le corps du devoir doit impérativement respecter la mentalité et les structures économiques et politiques de la période étudiée. Projeter de manière anachronique les modalités, le vocabulaire ou les revendications des mouvements sociaux contemporains sur les insurrections du XIX^e siècle constitue un manquement à la méthode historique. Les barricades de 1830 ou de 1848 ne se comprennent pas à la lumière des conflits du XXI^e siècle ; elles s'expliquent par les réalités matérielles, la culture politique et les fractures propres à leur temps. L'histoire doit être analysée depuis les logiques de l'époque, et non instrumentalisée pour éclairer à tout prix l'actualité récente.

Sans être exhaustif, le développement ci-dessous, parfois volontairement trop détaillé pour plus de clarté, rappelle quelques-uns des éléments que le jury a particulièrement appréciés.

La temporalité : un paroxysme au milieu du XIX^e siècle

La temporalité des barricades évolue entre moments forts et soudains, et d'autres périodes où elles sont quasiment invisibilisées et tombent dans l'oubli. Les barricades de 1827 (rue Saint-Denis, un soir d'élection favorable aux libéraux, une affaire obscure), de 1834 et de 1839 sont ainsi bien moins connues que celles de 1848. Le rappel qui suit a pour objectif de montrer la permanence de l'acte révolutionnaire insurrectionnel durant le XIX^e siècle. Toutes les émeutes n'ont pas à être décrites par le menu ni même citées. Il est nécessaire de s'appuyer sur quelques exemples judicieusement choisis et suffisamment développés.

La chute de la monarchie en 1789 s'est accomplie absolument sans barricades

Trop de copies, y compris parmi les plus élégantes, ont fait naître la barricade au Serment du Jeu de Paume ou le 14 juillet 1789. Or, le jury rappelle que la période révolutionnaire ouverte en 1789 est une révolution de la prise d'armes (Invalides, Bastille) ou encore de la marche. Les révolutionnaires voulaient montrer « le peuple en cortège » qui revendique, par exemple à Versailles

les 5-6 octobre 1789, ou le « peuple tout entier » lors de fêtes, comme au champ de Mars le 14 juillet 1790. En mai 1795, le faubourg Saint-Antoine se hérissé de barricades mais aussi vite abandonnées que construites. Ce n'est qu'en 1830 qu'elles ressurgissent, comme le montre avec éclat le tableau d'Eugène Delacroix, exposé au salon de 1831, actuellement au musée du Louvre, « *La Liberté guidant le peuple* », autrement appelé « *La Barricade* ». Cette dernière sert en effet de piédestal sur lequel se dresse la femme au drapeau tricolore encadrée par un jeune bourgeois, un ouvrier et un « gavroche », lesquels qui symbolisent l'union de ce qu'avait été le tiers-état contre le despotisme.

En 1830, les barricades parisiennes chassent Charles X du pouvoir

Dans l'après-midi du mardi 27 juillet sont édifiées les premières barricades, et tirés les premiers coups de feu, autour du Palais-Royal, rue Saint-Honoré, rue de Richelieu, soit à proximité des bureaux et ateliers de fabrication des journaux d'opposition suspendus par des lois répressives. Durant la nuit du 27 au 28, étudiants et ouvriers « patriotes » cassent les réverbères et édifient de très nombreuses barricades. Celles-ci montreront leur efficacité dans la journée du mercredi 28, qui est capitale. Le maréchal Marmont, nommé commandant en chef des troupes royales (décision, au reste, maladroite car il est détesté pour avoir trahi l'Empereur en 1814), lance, à partir du réduit central du Louvre et des Tuileries, trois colonnes chargées de déblayer les boulevards et les rues du centre et de l'Est parisien, ce qui est un plan classique de reprise de Paris, sans rapport avec des faits sociaux, puisque les réserves de munitions sont soit à Vincennes soit à l'École militaire.

La colonne la plus importante parvient à franchir la succession de barricades érigées tout au long des Boulevards jusqu'à la Bastille mais n'atteint pas l'Hôtel de Ville, occupé par les insurgés qui maîtrisent le dédale des rues étroites et des ruelles tout autour. Les barricades ne sont pas des structures de défense, les insurgés se repliant rapidement dans les étages des maisons environnantes, d'où ils font pleuvoir sur la troupe balles, pots de fleurs et ustensiles les plus variés. Et, une fois la colonne passée, ils reconstruisent la barricade.

Au matin du 29 juillet, la multiplication des barricades sur l'ensemble du territoire parisien contraint le maréchal Marmont, nommé gouverneur général de Paris, à abandonner son réduit central en empruntant la voie des Champs-Élysées, peu propice à la résistance populaire car trop large et sans pavé, et à rejoindre à Saint-Cloud Charles X chassé de la capitale. C'est le Paris des barricades qui, dans l'après-midi du 31 juillet, fait de Louis-Philippe, duc d'Orléans, le roi des Français à partir du moment où celui-ci apparaît sur le balcon de l'Hôtel de Ville aux côtés de La Fayette.

Ce climat insurrectionnel connaît des prolongements. En novembre 1831, les canuts de Lyon se révoltent dans un contexte de conjoncture économique morose. Les patrons baissent les salaires et les ouvriers de la soie, organisés, se mettent en grève. Sous l'égide du drapeau noir où l'on peut lire la devise : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », dans la nuit du 22 au 23 novembre, des centaines de canuts, après avoir pillé les armureries, prennent le contrôle de la ville. Le maire, Victor Prunelle, est contraint de quitter Lyon, tout comme l'armée. Un gouvernement provisoire est créé. Le roi, surpris par la révolte, envoie son fils à la tête de 20 000 hommes reprendre le contrôle de la ville. S'ensuit une série de mesures répressives envers les canuts à une période où la grève (appelée « coalition ») reste interdite (loi Le Chapelier 1791, loi de 1803, Code pénal de 1810 maintenu par la Restauration) : arrestations et interdiction des associations au nom du libéralisme. Une garnison est également installée dans la ville pour anticiper toute révolte de la part des ouvriers.

En juin 1832, quelques barricades sont érigées à l'issue des obsèques du général Lamarque à Paris

Ces émeutes, qui font partie des « enterrements frondeurs » identifiés par Emmanuel Fureix, sont immortalisées par Victor Hugo qui les décrit dans *Les Misérables* : « Des hommes haletants, ouvriers, étudiants, sectionnaires criaient : "Aux armes !" brisaient les réverbères, dételaient les voitures, dépavaient les rues, enfonçaient les portes des maisons, déracinaient les arbres, fouillaient les caves, roulaient des tonneaux, entassaient pavés, moellons, meubles, planches, faisaient des barricades. »

En dépit de leur courage, les constructeurs de barricades sont vaincus. Les bourgeois de la Garde civique optent pour le parti de l'Ordre. Il y a donc une scission entre prolétaires et bourgeois.

En avril 1834 et en mai 1839, des émeutes qui font long feu

La monarchie de Juillet, née de la révolution de 1830, avait suscité de grands espoirs, mais elle est de plus en plus contestée. Les milieux républicains parisiens se lèvent contre les lois

restrictives sur la liberté de presse et d'association (le mutuellisme est de fait interdit, car on restreint les groupements à moins de vingt personnes). Le 13 avril au soir, des barricades sont dressées dans les rues de la capitale. Gisquet, le très zélé préfet de police, a déjà fait arrêter les meneurs. Pour stopper le soulèvement, l'État-Major et Louis-Philippe lancent la répression avec plan en tenaille, ce qui est contraire à la Charte constitutionnelle révisée en août 1830 et est dénoncé par Ledru-Rollin, jeune avocat républicain qui fait, avec Daumier, de la « bavure » de la rue Transnonain un fait emblématique.

À Lyon en avril, les canuts s'insurgent pour la seconde fois : ils dressent des barricades sur la Croix-Rousse et dans le quartier de la Guillotière lors de la « Sanglante Semaine » ; les villes de Vienne et de Saint-Etienne se soulèvent. 600 victimes sont à déplorer. 10 000 insurgés sont jugés à Paris dans un procès monstre et condamnés à la déportation ou à de lourdes peines de prison.

En 1839, la Société des saisons, association républicaine fondée en 1837 par Barbès et Blanqui, lance une tentative insurrectionnelle, les 12 et 13 mai 1839, tendant à renverser le gouvernement monarchique et à instaurer une République sociale. L'émeute a pour objectif de s'emparer de l'Hôtel de ville de Paris et de la préfecture de police. L'affaire ayant été mal préparée, les insurgés ne parviennent ni à atteindre leurs objectifs ni à déclencher un processus révolutionnaire. On relève 77 tués et au moins 51 blessés du côté des insurgés, 28 morts et 62 blessés chez les militaires. Barbès et Blanqui sont condamnés à mort. Leurs peines sont commuées et ils sont déportés au Mont Saint-Michel, le premier sur intervention de Victor Hugo, et le second devenant l'éternel « Enfermé » car emprisonné une grande partie de son existence. Les républicains abandonnent alors la rue, verrouillée par le pouvoir. Ils se replient sur d'autres formes protestataires, par exemple la campagne des banquets en faveur de la réforme électorale entre 1838 et 1841.

Des barricades qui sont au cœur des luttes populaires face à un régime aveugle à la « question sociale » et hostile aux républicains

Les barricades de la monarchie de Juillet symbolisent l'incapacité du régime à répondre à cette « question » et à offrir aux milieux ouvriers des espaces d'expression autres que celui de la rue.

Elles s'inscrivent dans une tradition contestataire ancienne et sont liées à l'élargissement des rituels protestataires que l'on observe depuis les années 1820 (pétitions, charivaris, luddisme...).

Le printemps des peuples en 1848 : la réapparition des barricades après presque une décennie d'absence

Dans la soirée du 22 février 1848, une minorité d'ouvriers appartenant aux sociétés secrètes républicaines édifient les premières barricades destinées à protester contre le refus persistant de Louis-Philippe, et de son président du Conseil, François Guizot, de renoncer à une politique conservatrice favorisant une petite élite de la fortune et du savoir. La fusillade du boulevard des Capucines permet aux meneurs des sociétés secrètes républicaines de relancer et amplifier, dans la nuit du 23 au 24 février 1848, la construction de barricades. La garde nationale laissant faire, au matin du 24, on recense près de 1500 barricades à Paris. L'abdication de Louis-Philippe, pourtant le « roi des Barricades », convainc les contemporains de l'efficacité du combat par barricades.

Les barricades de la Deuxième République : les espoirs déçus d'une « République démocratique et sociale »

Les journées de juin 1848 et leur écrasement dans le sang : un tournant.

Le 13 juin 1849 : la dernière tentative insurrectionnelle des socialistes, avec recours aux barricades. Celles-ci apparaissent aussi en province (Lyon).

Les barricades de décembre 1851 en réponse au coup d'État

Le 2 décembre 1851, en réponse au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, une vingtaine de députés républicains de gauche tentent de soulever, pour la défense de la République violente, les habitants du faubourg qui dressent une frêle barricade avec deux petites voitures et un omnibus qui passe par là. Le député Baudin s'y fait tuer.

Dans l'après-midi du 3 décembre 1851 et dans la matinée du 4, des barricades s'élèvent, entre les Boulevards, la rue du Temple, les quais et la rue Montmartre. Les défenseurs des quelque 70 barricades ne sont que 1200, incapables de résister aux forces de l'ordre, vingt à trente fois plus nombreuses, en dépit de la défense héroïque de quelques républicains-martyrs, comme le jeune Limousin Denis Dussoubs-Gaston.

Le discret retour des barricades en 1870 dans un contexte politique et social agité

Janvier 1870 : le retour d'un « enterrement frondeur » (obsèques du jeune journaliste Victor Noir) avec des barricades, mais vite éliminées par les forces de l'ordre.

Le contexte social et politique est alors très agité : vague de grèves en 1869 et 1870, poussée de l'opposition républicaine (élections législatives de 1869 et victoires dans plusieurs grandes villes). Des barricades sont dressées dans Paris au lendemain des résultats du plébiscite du 8 mai 1870.

Des barricades apparaissent aussi pendant la guerre à l'été 1870, dressées par des socialistes qui cherchent à faire tomber le régime tout en défendant le pays de l'envahisseur allemand : c'est le cas à Lyon le 13 août 1870 (avec utilisation du drapeau rouge).

Les barricades de la Commune en 1871

La chute, le 4 septembre 1870, d'un Empire emporté par le désastre de Sedan, rend la parole au peuple de Paris. Jules Favre, Simon et Ferry animent le gouvernement de la Défense nationale – qui part en province – dont l'une des tâches prioritaires est d'empêcher que Paris ne tombe aux mains des envahisseurs prussiens. Mais le dispositif est insuffisant. Une Commission des barricades est donc constituée, dont la vice-présidence est confiée à Victor Schoelcher, témoin de la mort du député Baudin en 1851. Mais, contrairement aux prévisions du général Trochu, les Prussiens renoncent à prendre Paris d'assaut. C'est par la faim, puis par les bombardements qu'ils contraignent le gouvernement à demander l'armistice, en janvier 1871.

La barricade occupe néanmoins une place majeure dans l'histoire de la Commune, en particulier par son écrasement lors de la Semaine sanglante du 21 au 28 mai 1871. Comme Auguste Blanqui, que Thiers n'a absolument pas voulu relâcher, est en prison, ses disciples Ferré et Rigault prennent en charge la police et le maintien de l'ordre dans le Paris communard, c'est-à-dire qu'ils organisent la résistance sur les barricades. L'ancien ouvrage de Jacques Rougerie, *Paris insurgé : la Commune de 1871*, Gallimard, 1995 reste une référence. L'historiographie récente met en avant la dimension transnationale de la Commune mais aussi la diversité de ses acteurs. Des femmes ont ainsi été sur les barricades, armes à la main aux côtés des hommes comme Élisabeth Dmitrieff ou Nathalie Le Mel.

La matérialité des faits, les acteurs, les circulations

Des instruments de combat dans des batailles de rues sévères

Les barricades sont des instruments de combat adaptés à des villes en pleine expansion démographique, surtout à Paris. Le Paris des barricades est un Paris en perpétuel chantier, qui offre ainsi à l'insurgé tous les matériaux nécessaires à son combat.

Il existe deux daguerréotypes de Charles-François Thibault des barricades de la rue Saint-Maur-Popincourt en 1848 avant et après l'attaque par les troupes du général Lamoricière. Les pavés et les meubles utilisés par les barricadiers, la rue désertée témoignent de l'état de tension qui règne avant l'attaque. Mais ces deux photographies ne permettent pas de saisir pleinement l'intensité des combats.

En 1848, durant les journées de Juin, la capitale de la France connaît ce qui est la plus terrible bataille de rues de son histoire. Le nombre et la taille des barricades édifiées sont impressionnants : 3900 barricades dont certaines sont énormes, atteignant la hauteur du quatrième étage des maisons environnantes. Elles entourent la gare du Nord et l'hôpital Lariboisière en construction. Les forces de l'ordre mettent la journée du 24 juin à vaincre celles de la place La Fayette. Contrairement à 1830, les émeutiers livrent de « vrais » combats avec des soldats de part et d'autre, ce qui peut expliquer le chiffre élevé des pertes : 1700 victimes du côté des forces de l'ordre (700 appartenant à l'armée, dont 8 généraux, 600 à la garde mobile, le reste à la garde nationale) ; 2 à 3000 morts du côté des défenseurs des barricades.

La barricade est à la fois position défensive et camp retranché d'un entre-soi de quartier (on combat et on meurt près de chez soi), ce qui est le contraire du peuple en marche de 1789. On s'y défend surtout des charges de cavalerie qui emportent tout dans les champs de bataille de l'époque.

Auguste Blanqui la théorisa de sa prison d'une écriture minuscule et sur des feuilles de papier pelure, publié en 1866 sous le titre *Instructions pour une prise d'armes*. Cela devint un savoir-faire partagé et exécuté avec rapidité à chaque émeute. Ce geste de résistance est compris de tous et exécuté avec promptitude ; on dépave, on renverse des voitures à cheval, on en fait descendre les usagers, et bien sûr on utilise les tonneaux disponibles, d'où le nom au départ, mais tout immeuble

doit avoir des tonneaux pleins d'eau en cas d'incendie et le porteur d'eau est un personnage du temps, souvent Auvergnat, il monte l'eau dans les étages.

Les barricades reconfigurent la ville

Si la capitale n'a pas l'exclusivité des barricades que l'on trouve par exemple à Lyon durant toute la période, elle en est le grand centre et en a subi les conséquences indirectes. Poursuivant et amplifiant l'œuvre amorcée sous la monarchie de Juillet par le préfet de la Seine Rambuteau, Haussmann et son maître Napoléon III éventrent par de larges percées et font partiellement disparaître le réseau des rues étroites qui en était le terreau constitutif.

Les journées de 1848 inscrivent sur le terrain, par l'emplacement des barricades, la séparation entre deux Paris : un Paris à l'Ouest d'une ligne grossièrement nord-sud, passant par la rue Saint-Denis et la rue Saint-Jacques, qui reste, dans l'ensemble, fidèle au pouvoir légal, et un Paris de l'Est qui, lui, bascule massivement dans l'insurrection et se hérise de barricades. Après la Commune, cette carte se déplace vers le Nord.

En effet, en 1871, les barricades délimitent des quartiers que tout oppose. C'est parce que la barricade de la porte de Saint-Cloud a été temporairement désertée par ses défenseurs, revenus dans leurs quartiers respectifs, que les troupes versaillaises entrent sans coup férir dans une capitale dont ils contrôlent rapidement les grandes percées haussmanniennes de l'Ouest. L'absence d'un commandement militaire central puisque chaque section se défend est peu propice à la victoire. Le mot d'ordre est : « Chacun dans son quartier ». Louise Michel se retrouve à Montmartre, où elle enseignait avant la Commune et cherche vainement à se faire tuer derrière les barricades de la place Blanche ou de la chaussée Clignancourt. Elle témoigne des liens entre le quartier et la barricade, lorsqu'elle décrit une bourgeoise, madame Richoux, de la place Saint-Sulpice, qui fait surélever la barricade, ce qui lui vaut la déportation.

Si la Commune et ses barricades ont été largement, au départ, une réaction politique d'un Paris patriote et républicain contre une Assemblée pacifiste et royaliste, la Semaine sanglante transforme le mouvement en une lutte de classes dont est victime le peuple travailleur de la capitale. Les derniers bastions de la résistance sont Belleville, Charonne et le Père-Lachaise (avec le mur des Fédérés), dans ces arrondissements où les travaux d'Haussmann ont exilé les anciens habitants du centre de Paris.

Les massacres et les bavures

L'exemple le plus caractéristique est celui du massacre de la rue Transnonain en 1834, amplifié par la lithographie de Daumier. Le massacre des habitants de l'immeuble devant lequel a été érigée une barricade fait scandale, car la matérialité des tirs provenant de l'immeuble n'a jamais été avérée. Douze victimes sont à déplorer parmi lesquelles une femme, des hommes âgés et des ouvriers apparemment sans histoire. Cela ressemble à une bavure. Pour le récit et son analyse, voir Maïté Bouyssy dans *l'Histoire* n°399 (2014) et dans *L'urgence, l'horreur, la démocratie. Essai sur le moment frénétique français 1824-1834*, Paris, Publications de la Sorbonne. « Frénétique » est bien le terme qui sied à ces quelques journées désordonnées, qui ont des racines profondes et des conséquences importantes. Les insurrections marquent donc un traumatisme indélébile dans la mémoire collective.

Enfin, la barricade comme création post-romantique

La mémoire des barricades

Ce qui s'est passé à Paris du 27 au 29 juillet 1830 a profondément marqué la mémoire collective des contemporains. Charles de Rémusat, rédacteur du *Globe*, met son nom au côté de celui de son ami Thiers, au bas de la protestation des journalistes libéraux contre les ordonnances « liberticides » de Charles X. « La force morale et la puissance matérielle d'une insurrection par barricades nous étaient à tous plus ou moins inconnues », rapporte-t-il, avant de poursuivre : « Je ne connaissais de barricades que dans l'histoire de la Ligue ou de la Fronde, et il ne me venait pas à l'esprit d'y trouver des précédents pour la Révolution française. Mais le peuple, qui ne lit pas l'histoire, n'a pas besoin de souvenirs pour improviser ce que lui suggèrent l'instinct et la nécessité. »

C'est le roman de Victor Hugo *Les Misérables*, publié en 1862, qui hisse les barricades au rang de « butte témoin » de l'histoire au sens des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora. Gavroche, qui meurt en 1832, devient l'archétype du gamin de Paris prolétaire. Victor Hugo codifie la barricade « à la

Barbès » spontanée dans les apports de matériaux et celle toute scientifique qui serait « à la Blanqui ».

Un ou des peuples des barricades ?

Le peuple ou le prolétariat, deux notions qui sont à définir, alternent sur les barricades au point que la barricade devient le symbole des « classes inférieures » de la société, assimilées aux « bas-fonds », thème majeur de la presse. Appartient au peuple toute personne qui n'a pas fait « les Écoles », ne sait pas le latin et n'est pas bachelier. Il y a beaucoup d'ouvriers, nés avec l'installation des usines et qui exécutent un travail découpé et répétitif, des petits entrepreneurs, tout l'artisanat, le petit commerce, des professions d'intermédiaires, cafetiers, coiffeurs, plus particulièrement visées par les forces de la répression et de la justice car présumées capables de fomenter l'opinion hostile au gouvernement. Il y a aussi des jeunes étudiants comme le montre Flaubert dans *l'Éducation sentimentale* qui place son héros Frédéric au cœur de la révolution de 1848. « Des hommes à l'éloquence frénétique haranguaient au coin des rues », écrit-il pour décrire une génération de jeunes gens idéalistes. La fraternité des barricades, du moins lors de la première phase révolutionnaire, est une réalité ; elle n'est pas seulement dans le souvenir romanesque des écrivains.

Les journées de juin 1848 apparaissent, à l'inverse, aux élites sociales conservatrices comme une dérive révolutionnaire inacceptable, justifiant en retour la sanglante répression des barricadiers. Alexis de Tocqueville alors député, qui sillonne la ville au nom de l'Assemblée lors des combats, écrit : « Telles furent les journées de Juin, journées nécessaires et funestes ; elles n'éteignirent pas en France le feu révolutionnaire, mais elles mirent fin, du moins pour un temps, à ce qu'on peut appeler le travail propre à la révolution de Février. Elles délivrèrent la nation de l'oppression des ouvriers de Paris et la remirent en possession d'elle-même. »

Quel sens politique ?

On peut remarquer que les émeutes se déroulent sur fond de crise économique en 1830 comme en 1848. Elles se doublent systématiquement d'une crise politique. En 1832, la manifestation républicaine en marge des funérailles du général Lamarque, député de gauche, se transforme en insurrection où une partie de la garde nationale fraternise avec les émeutiers. En 1834, Louis-Philippe accepte la limitation de la liberté de la presse pour contrer l'influence des idées républicaines. Il accepte que Thiers laisse se développer l'émeute pour mieux l'écraser et que Soult donne l'ordre aux troupes de ne jamais reculer. En février 1848, le régime est usé et discrédité. En 1870, elles résultent de la position de défense du Paris patriotique républicain favorable à la démocratie directe et sont une guerre civile anti-versaillaise. L'armée obéit à l'Assemblée nationale élue sur un programme de paix et donc de rapide capitulation devant la Prusse, qui défend le régime représentatif. L'insurrection et la violente répression ont un retentissement international important au sein du mouvement ouvrier. La Commune reste une référence historique pour les mouvements d'inspiration libertaire et révolutionnaire.

Néanmoins, Juin 1848 et plus encore la Commune de Paris marquent l'effondrement du genre avec le combat au canon (qui remplace la cavalerie) et à distance contre le « tirailleur ». Le général Bugeaud, qui a réprimé dans le sang l'insurrection de la rue Transnonain, aurait voulu en 1849 publier son manuscrit, « Guerre des rues et des maisons », premier manuel de guérilla urbaine. Il y conseille de donner l'assaut aux barricades durant la nuit, de protéger les « établissements gouvernementaux ». Il y décrit une « guerre intelligente de tirailleurs », des déplacements des insurgés qui se font « avec la rapidité du fluide électrique ».

En conclusion, il faut garder à l'esprit que les barricades s'érigent quand des forces politiques minoritaires n'ont plus d'autre forme d'expression. Elles représentent un enjeu majeur du long XIX^e siècle, celui du contrôle de la rue et de l'espace public.

Il n'y a plus rien après 1871 jusqu'à la Libération de Paris. En effet, la III^e République, qui s'enracine définitivement en 1879-1880 et qui dure jusqu'en 1940, oublie d'autant plus les barricades que l'exil accéléré des travailleurs parisiens vers la banlieue et l'essor d'un nationalisme de droite font, qu'à partir des années 1900, Paris devient une ville de droite qui ignore la barricade, comme le montrent les émeutes du 6 février 1934. La France des barricades est ainsi une France minoritaire dont la violence exprime le désespoir social mais aussi le désir de politisation et d'« intégration » nationale des masses populaires et ouvrières.